



ART-2025-PM-212

**Arrêté Municipal Temporaire portant
sur la Réglementation du Stationnement
et de l'Occupation du Domaine Public**

Le Maire de la Commune de SAINT-JEAN-LE-BLANC,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L2122.1 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article L511-1 ;

VU le Code Pénal notamment l'article R610-5 ;

VU le code de la Route notamment l'Article R417-10 ;

VU la non-opposition à la déclaration préalable n° DP 045 286 25 00126,

VU la demande formulée en date du 21 Novembre 2025 par l'entreprise OPTIMA EXPERTS HABITAT, situé 269 rue de Champagne à OLIVET (45160), demande l'autorisation d'occuper le domaine public par la pose d'un échafaudage de 6 m linéaire au droit du 6 rue du Ballon pour permettre la pose d'habillage dessous de toit, durant 15 jours.

Considérant qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage du domaine public communal et la nécessité de réglementer l'utilisation de la chaussée et du stationnement,

Considérant qu'il importe de prendre toutes les dispositions permettant de veiller à la sécurité et la Tranquillité publiques,

ARRÊTE

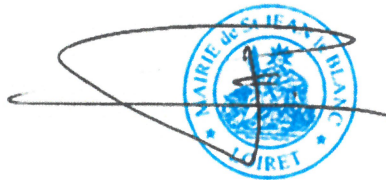
Article 1 : A partir du **Lundi 15 Décembre 2025** et pour une durée calendaire de **15 jours**, l'entreprise OPTIMA EXPERTS HABITAT est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans la demande : Pose d'un échafaudage de 6 m linéaire pour permettre la pose d'habillage dessous de toit au droit du 6 rue du Ballon, à charge pour lui de se confronter aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : L'échafaudage doit être rendue visible de jour comme de nuit. La signalisation correspondante, avec fourniture, entretien et enlèvement des panneaux, est à la charge du permissionnaire. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.
Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu de libérer la zone et la rendre dans un bon état de propreté. Le demandeur sera responsable des dommages et dégradations de toute nature pouvant être causés sur la voie publique ou ses dépendances, aux biens et aux lieux dominicaux. Il devra en assurer la remise en état.

- Article 3 :** La circulation sera maintenue.
Les piétons seront invités à utiliser et à circuler sur le trottoir opposé.
Le stationnement sera interdit aux abords de la zone de chantier excepté les véhicules d'intervention de l'entreprise.
- Article 4 :** Le demandeur devra obligatoirement afficher sur place le présent arrêté, 7 jours à l'avance.
- Article 5 :** En application des articles L325-1 à L325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction de stationner prévue au présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate.
- Article 6 :** Le non-respect des dispositions du présent arrêté sera sanctionné conformément à l'article R610-5 du code pénal.
- Article 7 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la publicité d'affichage.
- Article 8 :** Ampliation du présent Arrêté sera transmise à :
- X La DIPN 45,
 - X Au Centre Technique Municipale de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC,
 - X La Direction du Service de la Police Municipale de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC
 - X Au demandeur

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Signé numériquement
à Saint Jean le Blanc,
le mardi 25 novembre 2025
CHARPENTIER Thierry
Maire



Publié le : 25 NOV. 2025

Notifié le : 25 NOV. 2025